

Aux élections cantonales genevoises 2023, la foire aux lobbys

Sylvia Revello

6–7 minutes

C'est une fenêtre de visibilité rare qu'ils comptent bien ne pas rater. A l'approche des élections cantonales genevoises des 2 et 30 avril, les groupes de pressions et autres lobbys sortent du bois pour plaider leur cause au grand jour. Défenseurs des aînés, des locataires ou encore des animaux, mais aussi milieux économiques, syndicats d'enseignants et associations routières: la liste, non exhaustive, est longue. L'enjeu? Mettre les candidats à l'épreuve et s'assurer de leur soutien, en cas d'élection. En contrepartie, certains affichent clairement leurs préférences. Un réservoir de voix non négligeable pour les candidats.

Pour parvenir à faire passer leur message, les méthodes des

lobbys divergent, certains maniant l'humour, d'autres l'événementiel. A ce jeu, les syndicats d'enseignants du secondaire se sont récemment distingués. Soucieux de trouver la perle rare avec qui ils devront négocier durant les cinq prochaines années, ils ont publié ni plus ni moins qu'un «appel à candidature» avec un cahier des charges fourni. Le prétendant ou la prétendante devra notamment «porter un idéal social et éducatif s'appuyant sur des valeurs de solidarité et à défendre les moyens financiers indispensables à sa mise en œuvre», mais aussi «faire preuve de courage politique en se désolidarisant, voire en démissionnant, lorsque les décisions de l'exécutif bafouent l'idéal précité». De quoi annoncer la couleur et faire de l'ombre aux remuants syndicats de police, passés maître en matière de jeux d'influence.

Questionnaire, livre blanc et cahier de doléances

De son côté, la Chambre de commerce, d'industrie et des services (CCIG) a procédé à un écrémage en deux temps. Après avoir soumis l'ensemble des candidats au Conseil d'Etat à un questionnaire sur leurs orientations en matière d'économie, le lobby patronal a débattu en cercle restreint, avec les sept prétendants les plus «compatibles»: Delphine Bachmann (Centre), Michael Andersen (UDC), Anne Hiltbold (PLR), Nathalie Fontanet

(PLR), Lionel Dugerdil (UDC), Philippe Morel (MCG) et Xavier Magnin (Centre). A noter l'absence de Pierre Maudet et de l'actuelle ministre de l'Economie genevoise Fabienne Fischer.

Une démarche qui a suscité une contre-offensive venant de la Fédération Suisse des entreprises (FSE). Sa section genevoise entend mettre l'accent sur le «nécessaire changement de paradigme économique face aux enjeux climatiques». Non sans avoir elle aussi soumis les candidats à un questionnaire, elle les invite à débattre le 21 mars prochain.

De leur côté, les associations de défense des animaux ont choisi de ratisser encore plus large et ont invité les quelque 700 candidats au Grand Conseil et au Conseil d'Etat à se positionner sur des enjeux tels que l'alimentation, l'élevage, l'expérimentation animale ou encore l'antispécisme. Idem pour la Coordination transports et déplacements (CTD), qui regroupe les principales associations agissant pour la promotion de la mobilité écologique et durable. Résultat: un taux de réponse de 30%.

Lire aussi: [A Genève, des budgets de campagne inégaux](#)

D'autres groupes de pression ont quant à eux décidé d'afficher d'emblée leurs revendications. C'est le cas de la Plateforme du réseau seniors Genève qui a rédigé un livre blanc dans lequel elle

liste les bonnes pratiques pour améliorer l'intégration des aînés dans la politique du canton. Un débat a ensuite eu lieu avec dix candidats. De son côté, la faîtière RouteGenève, qui réunit différentes associations du lobby routier, a elle aussi rédigé un cahier de doléances à l'intention des candidats puis publié les résultats de leurs prises de position. Une manière de distribuer des bons et des mauvais points. Idem pour l'Asloca, qui affiche officiellement son soutien à certains candidats. Sans surprise, c'est la socialiste Carole-Anne Kast, vice-présidente de la section genevoise, qui rafle la mise pour le Conseil d'Etat.

Echanges en coulisse

Si certains lobbys communiquent publiquement, d'autres échanges, tout aussi importants, ont lieu en coulisses. Ainsi Xavier Magnin, candidat du Centre au Conseil d'Etat, est arrivé en retard à un déjeuner avec *Le Temps*. Proche des milieux économiques, il se faisait briefier sur les différentes initiatives fiscales de la gauche radicale par le banquier Patrick Odier et l'avocat fiscaliste Xavier Oberson, par ailleurs professeur à l'Université de Genève. De manière générale, les candidats courent d'une soirée à l'autre, se montrant dans tel ou tel événement. On a ainsi vu Fabienne Fischer au Club genevois de débat de l'Université de Genève, Luc

Barthassat au Cercle des Bains, pour le Geneva fashion show, ou encore Pierre Maudet aux Halles de Rive et Anne Hiltpold à la Soirée de Gala des Lions de Genève, accompagnée de Xavier Magnin.

«Mobiliser son camp mais aussi attirer des voix de l'extérieur»

Cette intense activité se révèle-t-elle payante dans les urnes? Si la démarche semble a priori gagnant-gagnant tant pour le lobby qui accroît sa visibilité que pour le candidat qui peut espérer grappiller quelques voix, il reste difficile de déterminer son poids réel, estime Pascal Sciarini, politologue à l'Université de Genève. Dans une élection proportionnelle en deux tours, les candidats savent toutefois qu'ils doivent à tout prix se distinguer. «Faire les bons choix d'événement pour correspondre à son électorat est crucial, pour mobiliser son camp mais aussi attirer des voix de l'extérieur», ajoute le politologue, soulignant qu'en dehors des campagnes électorales, les lobbys sont beaucoup moins actifs à Genève qu'à Berne, où les parlementaires sont, durant la législature, littéralement assaillis de propositions en fonction des commissions où ils siègent. Le site lobbywatch, qui permet de consulter les liens d'intérêt des élus, n'existe d'ailleurs pas en tant que tel à Genève. Seuls les députés au Grand Conseil indiquent publiquement les

causes ou les milieux qui leur sont proches.

Lire aussi: [A Genève, la course électorale est lancée](#)